

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Lianghui : un plan de relance plus prudent qu'attendu pour l'année 2020

Finances publiques : en liaison avec la contraction de la croissance économique, les recettes publiques continuent de reculer de -14,5%, soit la baisse la plus prononcée depuis janvier 2009; les dépenses publiques ont enregistré une moindre diminution de -2,7%

Immobilier : fort rebond du marché immobilier en avril

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Banques et assurances : évolution des résultats des banques et des assurances au 1er trimestre 2020

Ouverture financière : la PBoC et la NAFMII habilite Fitch Ratings à exercer les activités de notation d'obligations en yuans émises sur le CIBM

Marché boursier : perspective de radiation de la cote du de Nasdaq pour Luckin Coffee

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Relations Etats-Unis - Chine: les Etats-Unis blacklist une entreprise chinoise de logistique, ayant des liens supposés avec l'Iran

Relations Australie - Chine : hausse des tensions

ALE : la Chine souhaite signer l'accord du RCEP avant la fin de l'année

Covid-19: les ministres du commerce du G20 ont adopté une déclaration conjointe pour soutenir le commerce et l'investissement mondial en réponse au Covid-19

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Politique industrielle : Li Keqiang confirme le plan de développement des « nouvelles infrastructures » et de l'internet industriel

Politique industrielle : les délégués de la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois (CPPCC) et du Assemblée Nationale Populaire (ANP) s'expriment sur les questions numériques

Semi-conducteurs: l'annonce du renforcement des sanctions contre Huawei par les Etats-Unis accélère le découplage des chaînes de valeur

Electronique : malgré l'épidémie, Xiaomi affiche de très bons résultats au premier trimestre grâce à ses succès à l'export

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Infrastructures : annonce lors des « lianghui » d'un plan de relance par des infrastructures et des grands travaux

Energie : les lianghui confirment les grandes tendances de développement de l'énergie

Développement durable : les autorités chinoises précisent leurs priorités environnementales lors des lianghui

Transport aérien : la CAAC demande aux compagnies aériennes le respect des limitations de fréquences et des remboursements rapides en cas d'annulation de vols

Transport aérien : un trafic aérien intérieur en lente progression, un trafic international inexistant

Développement durable : à l'occasion de la journée internationale de la biodiversité, le MEE mobilise les partenaires publics et privés en vue de la COP15 de Kunming

Energie : le ministère des ressources naturelles annonce que Sinopec a extrait 30 milliards de m3 de gaz de schiste dans le Sichuan

中国经济
分析报告



ACTUALITES REGIONALES ([ici](#))

Shanghai : Annonce de la zone douanière spéciale de Yangshan à Shanghai par Gong Zheng
Delta du Yangtsé : Publication du plan de développement intégré de haute qualité pour les transports dans le delta du fleuve Yangtsé

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

HONG KONG

Mesures nouvelles : Le gouvernement a annoncé la prolongation pour 2 semaines supplémentaires (jusqu'au 4 juin) de l'interdiction des rassemblements publics de plus de 8 personnes ; La 1^{ère} phase de dépôts de demandes de subventions dans le cadre de l'Employment Support Scheme se déroulera du 25 mai au 14 juin.

Economie : 4 100 visiteurs sont arrivés à Hong Kong en avril 2020, contre 5,6 M à la même période l'an dernier ; Le taux de chômage a augmenté de 1 point à 5,2% en avril (3 mois glissants, de février à avril), le niveau le plus élevé depuis 10 ans ; L'indice Hang Seng a chuté de -4,96% le 22 mai, après que la Chine a déclaré qu'elle présenterait une proposition de loi de sécurité nationale pour Hong Kong.

Analyse sectorielle : Les exportations françaises vers Hong Kong reculent de -34,7% à 950,9 M EUR au 1^{er} trimestre ; Les prix du marché immobilier résidentiel ont baissé de -8% en moyenne depuis le pic atteint en juin 2019, et pourraient encore baisser de -10 à -20% d'ici la fin de l'année 2020 selon S&P.

MACAO

Situation épidémiologique : Le gouvernement de Macao a annoncé que le dernier patient COVID-19 s'était complètement rétabli et avait quitté l'hôpital.

Obligations « sociales » : Galaxy Entertainment Group a annoncé la souscription de 100 M HKD d'obligations sociales émises par Bank of China (Macao).

TAIWAN ([ici](#))

Deuxième mandat de Tsai Ing-wen : nouvelles priorités en matière d'innovation et de technologies

Export : nouvelle hausse de la demande externe adressée à Taïwan au mois d'avril

Hausse sensible des investissements étrangers à Taïwan : le secteur de l'éolien offshore en est le principal bénéficiaire

Covid 19 : les autorités taiwanaises réfléchissent à une levée progressive des restrictions pour les voyageurs d'affaires étrangers

MONGOLIE ([ici](#))

La Mongolie défend son programme d'action auprès du Groupe conjoint Asie Pacifique du GAFI

La dette externe la Mongolie représente deux fois le PIB national

Signature d'un Protocole financier entre le gouvernement français et le gouvernement mongol pour le financement d'un projet de transport urbain par télécabine dans la ville d'Oulan-Bator

Négociations entre le FMI et la Mongolie : instrument de financement rapide et extension du Mécanisme élargi de crédit

CONJONCTURE

Lianghui : un plan de relance plus prudent qu'attendu pour l'année 2020

Le rapport de travail du Gouvernement présenté le 22 mai par le Premier ministre Li Keqiang lors des Lianghui porte la marque du satisfecit adressé aux équipes en charge de la politique économique pour ce qui est de l'exercice 2019 et de la prudence pour ce qui est de l'ampleur du plan de relance attendu pour 2020 :

Un bilan flatteur de l'exercice 2019

Le Premier ministre a dressé un bilan flatteur de l'exercice 2019 en indiquant que le PIB en volume avait crû de 6,1%, ce qui avait permis de créer 13,52 millions d'emplois urbains. Pour mémoire, compte tenu de l'objectif de 11 M d'emplois que le PM s'était fixé lors des Lianghui de 2019, le dépassement de l'objectif a permis de stabiliser le taux de chômage urbain à quelque 5,3%. Le rééquilibrage de la croissance se serait poursuivi, en faveur de la consommation, qui en a été le principal moteur, des entreprises, qui auraient bénéficié de baisses d'impôts et charges à hauteur de 2360 Mds RMB (sans que soit précisée l'incidence de la mesure sur les seules entreprises du secteur privé) et des régions (sans que l'existence d'un meilleur développement régional soit illustrée de manière autre que par la citation d'un chiffre relatif à la population urbaine, qui représenterait désormais 60% de la population). S'agissant des trois batailles (pollution, pauvreté, risques financiers), Li Keqiang souligne les progrès réalisés, en insistant notamment sur le volet de la pauvreté, la population rurale pauvre ayant été réduite de 11,09 M en 2019. Le revenu disponible par tête dépasserait désormais 30.000 RMB (4300 USD) [soit dix fois moins qu'aux Etats-Unis].

Un plan de relance peu ambitieux quant à l'ampleur des financements additionnels officiels mis en œuvre

Pour la première fois, ne figure aucun objectif explicite de croissance du PIB, notamment en raison des incertitudes induites par les effets de bord liés à la moindre demande attendue en provenance du reste du monde. Le Premier ministre a précisé un objectif de créations d'emplois de 9 M, assorti d'un taux de chômage urbain de quelque 6%. Cet objectif paraît peu ambitieux, compte tenu des destructions d'emplois liées notamment aux faillites d'entreprises qui devraient s'accélérer au deuxième trimestre et des flux entrants évalués par le Premier ministre à 8,74 millions cette année (nouveaux diplômés).

Le déficit public officiel devrait passer de 2,8% du PIB à 3,6% du PIB, soit une augmentation de 1000 Mds RMB qui serait allouée en totalité aux collectivités locales ; par ailleurs, l'émission par le ministère des Finances de *Special Government bonds*, à hauteur de 1000 Mds RMB, constitue un minorant par rapport aux prévisions initiales, qui tablaient sur un chiffre compris entre 1000 et 5000 Mds RMB ; cette enveloppe sera également affectée en totalité aux gouvernements locaux. Conjuguée à l'augmentation de l'enveloppe de financements alloués aux gouvernements locaux au titre des *Special purpose local government bonds*, qui est de 1600 Mds RMB, le montant total de ressources budgétaires transférées aux gouvernements locaux s'élève ainsi à 3600 Mds RMB (3,6% du PIB). Au total, les financements alloués s'élèveraient ainsi à 8510 Mds RMB (3,760Trn RMB au titre du déficit officiel, 3,75Trn RMB au titre des obligations spéciales émises par les gouvernements locaux et 1000 Mds RMB au titre de l'émission de titres d'Etat spéciaux par le ministère des Finances.

Ces financements additionnels seront alloués en priorité à l'investissement public et aux nouvelles infrastructures (accélération de la 5G, stations de chargement de véhicules électriques, rénovation urbaine ; développement régional). On notera que par ailleurs une partie des financements est destinée à prolonger dans le temps les mesures d'exemption de charge et d'impôts dont bénéficient



les PME depuis février 2020. Au-delà de ces financements budgétés, le gouvernement peut compter sur les transferts de dividendes en provenance des grandes SOEs centrales, principalement les grandes banques commerciales (ICBC, Agricultural Bank of China, CCB, BoC, Bocom). Les autres ressources sur lesquelles peut tabler le ministère des Finances sont constituées par le fonds de stabilisation du budget central, dont le solde s'élevait à 527 Mds RMB fin décembre 2019 (chiffre cité dans le rapport du MoF).

Analyse

Malgré l'ampleur du choc d'offre et de demande résultant du Covid-19, le gouvernement a privilégié la prudence et maintenu l'orientation de politique économique qu'il poursuit depuis fin 2017, de manière à éviter la montée de l'endettement interne et des risques financiers (cf. les trois batailles signalées supra). Au-delà de l'absence d'objectif affiché de croissance du PIB, qui constitue une première, cette aporie signale également l'incertitude dans laquelle est plongé le gouvernement. Malgré cette absence, il est aisé de déduire au travers de la variation de solde budgétaire officiel et de l'indice d'évolution des prix à la consommation, une prévision de croissance réelle de 2,25% pour 2020. Il semble également que la PBoC, dont le rapport n'est pas paru, ait pu l'emporter sur les tenants d'un plan de relance hétérodoxe reposant sur le *Quantitative Easing* [pour mémoire, même si le canal de transmission de la politique monétaire fonctionne de manière suboptimale en Chine, la PBoC dispose d'importantes marges de manœuvre, ne serait-ce que parce que son principal taux directeur est actuellement supérieur à 2,5%]. De ce point de vue, l'engagement à poursuivre une politique monétaire prudente est maintenu, même si l'offre de monnaie est appelée à croître beaucoup plus vite que l'an dernier, à la faveur des injections de liquidité, de baisse des réserves obligatoires et de diminution des taux d'intérêt, dans le sillage du dispositif adopté depuis le début du mois de février. S'agissant de la politique de change, le balancement est de mise, le Premier ministre insistant sur la volonté de maintenir le taux de change du RMB stable, tout en soulignant le caractère adaptatif de cette stabilité.

Le marché a réagi plutôt négativement, l'indice composite CSI 300 reculant de 2,29% en cours de séance le 22 mai, les sorties de capitaux à travers le *Shanghai Stock Connect* et le *Shenzhen Stock Connect* ont atteint 2,27 Mds RMB. Le yuan *onshore (spot rate)* s'est fortement déprécié à 7,1338RMB/USD le jour même, soit le point le plus faible depuis octobre 2019.

Finances publiques : en liaison avec la contraction de la croissance économique, les recettes publiques continuent de reculer de -14,5%, soit la baisse la plus prononcée depuis janvier 2009 ; les dépenses publiques ont enregistré une moindre diminution de -2,7%

Les recettes publiques de la Chine continuent de se contracter de -14,5% (g.a.) entre janvier et avril, soit le recul le plus prononcé depuis janvier 2009, en raison du ralentissement brutal de l'activité économique et de la consommation des ménages sur la période ainsi que des exonérations/réductions d'impôts pour les entreprises en difficulté durant l'épidémie. Les recettes fiscales ont diminué de -16,7% à 5 308 Mds RMB, tandis que les recettes non fiscales se sont stabilisées à 905 Mds RMB (+0,1%). Il convient de noter que les droits de timbre ont fortement progressé de +9,2% grâce à la bonne performance du marché boursier, la perception des droits de timbre sur les titres bondissant de +20,1%.

Les dépenses publiques ont enregistré une moindre diminution de -2,7% entre janvier et avril contre -5,7% au T1 2020 du fait de la reprise des activités sociales et économiques. Cependant, compte tenu de la propagation de l'épidémie, on constate une augmentation de +7,2% des dépenses de santé.



Immobilier : fort rebond du marché immobilier en avril

Les investissements immobiliers continuent leur reprise en avril, la contraction enregistrée étant de -3,3% en g.a. contre -7,7% en mars. Les ventes immobilières en termes d'espace et en termes de chiffre d'affaires se sont également moins contractées en avril qu'en mars (de respectivement -19,3% contre -26,3% et de -18,6% contre -24,7% en mars).

En avril, les prix des biens immobiliers résidentiels ont enregistré un fort rebond avec +3,0% en g.a. pour les logements anciens dans les principales villes chinoises (Pékin, Shanghai, Shenzhen et Canton) contre +2,4% en mars. Dans les 31 villes de rang 2, les prix des logements anciens reculent de +2,2% en avril contre +2,5% en mars, soit le recul consécutif depuis 12 mois. Dans les 35 villes de rang 3, les prix des logements anciens se contractent également de +2,4% en avril contre +2,8% en mars, soit la contraction consécutive depuis 13 mois. On observe en outre une croissance du nombre de villes signalant une augmentation mensuelle des prix des logements anciens (37 sur 70 en avril contre 32 en mars) et des prix des nouveaux logements (50 sur 70 en avril, soit un record le plus élevé depuis septembre 2019).

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Banques et assurances : évolution des résultats des banques et des assurances au 1^{er} trimestre 2020

La croissance des bénéfices des banques cotées chinoises continué de fléchir au T1 2020, en raison des incertitudes macroéconomiques et de la pandémie de Covid-19. Le bénéfice net de 36 banques cotées au premier trimestre a atteint 496 Mds RMB (69,9 Mds USD), en hausse de 5,03% en g.a. contre 7,73% au T1 2019. L'évolution des résultats nets des banques au T1 apparaît hétérogène, les banques d'Etat, les *joint-stock banks*, les banques urbaines et les banques rurales enregistrant respectivement une progression de 4,7%, 9,4%, -1,2% et 1,9%. La croissance des revenus est revenue à 7,23% au T1 2020, contre 16,58% au T1 2019. Le ratio de prêts non performants (NPL) des banques commerciales chinoises s'est légèrement accru à 1,91% fin mars, contre 1,86% à fin décembre 2019. Au premier trimestre, les banques ont augmenté les provisions pour pertes sur prêts de 17% par rapport à la même période de 2019, le ratio de provisions pour pertes sur prêts s'établissant à 183,2%. Les dotations aux provisions se sont ainsi élevées à 294 Mds RMB au T1 2020, portant leur volume à 4800 Mds RMB au 31 mars.

En ce qui concerne les mesures de soutien financier par les banques pendant la pandémie, le régulateur des banques et des assurances (CBIRC) a mentionné les performances suivantes durant la conférence de presse le 18 mai : i) Au 17 mai, les banques avaient prêté au total 3110 Mds RMB de crédits pour aider les entreprises en difficulté à reprendre leur activités ; ii) à fin avril, les banques ont différé le remboursement des intérêts et du principal des petites et moyennes entreprises pour un montant total de 1200 Mds RMB ; iii) Les banques ont fourni 22400 Mds RMB de crédits aux grandes entreprises afin que les petites entreprises de leurs chaînes d'approvisionnement puissent être remboursées au titre de leurs crédits fournisseurs; iv) à fin avril, l'encours des prêts dans le cadre de la « finance inclusive » (prêts inférieurs à 10M RMB accordés aux PME et aux particuliers pour des raisons opérationnelles) a fortement augmenté de 27,34% en g.a., à 12790 Mds RMB. Le taux d'intérêt moyen de la « finance inclusive » par les 18 principales banques commerciales était de 4,94% à fin avril, en baisse de 0,5% par rapport à fin 2019. Il convient de noter que l'objectif de croissance de la « finance inclusive » par les grandes banques commerciales pour l'année 2020 a été fixé à 40% durant les lianghui.

Le secteur des assurances a été également impacté par le Covid-19. Entre janvier et avril, la croissance des primes perçues par les compagnies d'assurance de biens fléchit à 6,06%, contre 11,24% à la même période de 2019 ; la croissance des primes perçues par les compagnies d'assurance vie recule fortement à 3,81%, contre 16,1% à la même période de 2019.

Ouverture financière : la PBoC et la NAFMII habilite *Fitch Ratings* à exercer les activités de notation d'obligations en yuans émises sur le CIBM

Le 14 mai, la PBoC et la NAFMII (Association Nationale des Investisseurs Institutionnels du Marché Financier de Chine) ont annoncé avoir approuvé la demande de *Fitch (China) Bohua Credit Ratings Ltd.*, filiale à 100% de *Fitch Ratings Inc.*, créée en juillet 2018 à Beijing, l'habilitant à exercer une activité de notation de crédit sur le marché obligataire interbancaire chinois (CIBM). *Fitch Ratings* est ainsi devenue la deuxième agence de notation de crédit étrangère à pouvoir évaluer, de manière toutefois restrictive, les banques, les institutions financières non-bancaires et les compagnies d'assurance, ainsi que les titres et obligations structurées émis sur le CIBM ; *S&P Global Ratings Inc.*, avait ainsi été agréée en janvier 2019 et, contrairement à *Fitch*, dispose d'une licence globale l'habilitant à évaluer également des entreprises du secteur non financier (*corporates*). Jusqu'à cette date, seules des agences de notation chinoises étaient habilitées à exercer en Chine. La dernière des trois grandes



agences de notation internationales, *Moody's Corp.*, n'aurait pas encore demandé de licence de notation sur le marché obligataire interbancaire chinois, selon Caixin, mais ; contrairement aux deux autres, qui opèrent en Chine par le biais de filiales détenues à 100% (*Wholly Foreign-Owned Entity*), *Moody's*, qui dispose d'une participation de 30% dans une agence de notation chinoise, *China Chengxin International Credit Rating Co*, devrait à terme accroître sa participation.

Marché boursier : perspective de radiation de la cote du de Nasdaq pour *Luckin Coffee*

Luckin Coffee a indiqué le 19 mai qu'il avait reçu le 15 mai un avis du Nasdaq lui annonçant qu'il serait radié de la cote, en raison de « préoccupations d'intérêt public (*public interest concerns*) » ainsi que de « l'incapacité de l'entreprise à divulguer des informations importantes au public (*past failure to publicly disclose material information*) », dans le contexte de la fraude divulguée en avril 2020. *Luckin* a déclaré qu'il demanderait une audition devant le comité du Nasdaq. Ses actions resteront cotées jusqu'à ce que le comité prenne une décision. Il faut généralement de 30 à 45 jours pour que l'audition se tienne après la demande. En outre, la cotation de *Luckin*, suspendue le 7 avril, a repris sur le Nasdaq le 20 mai, après 43 jours de suspension. Le cours de *Luckin* a alors chuté de 36% à 2,82 USD pour une capitalisation boursière de 678M USD, soit une perte de presque 90% de sa valeur par rapport à la cotation initiale en mai 2019.

Pour mémoire, *Luckin Coffee*, rival de *Starbucks* en Chine, a annoncé le 2 avril qu'à la suite d'une enquête interne, son directeur d'exploitation avait publié des informations fallacieuses sur le chiffre d'affaires de l'exercice 2019, à hauteur de 2,2 Mds RMB (310M USD). En outre, *Muddy Waters* avait fait état de sa position vendeuse à découvert sur *Luckin Coffee* en février 2020, ce qui avait entraîné une baisse de -24% de l'action *Luckin Coffee*.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relations Etats-Unis - Chine: les Etats-Unis *blacklist* une entreprise chinoise de logistique, ayant des liens supposés avec l'Iran

Le Trésor américain a sanctionné le 19 mai une entreprise chinoise de logistique, Shanghai Saint Logistics, l'accusant d'agir au nom de la compagnie iranienne Mahan Air en transportant des techniciens iraniens au Venezuela afin de soutenir le président Maduro. Pour rappel, les Etats-Unis reconnaissent le leader de l'opposition, Guaido, en tant que président.

Les actifs de Shanghai Saint Logistics présents aux Etats-Unis sont désormais gelés et les entreprises américaines ne peuvent pas avoir des relations commerciales avec cette société.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois a déclaré qu'« il est légitime et légal pour les parties de la communauté internationale de s'engager dans une coopération mutuellement bénéfique avec l'Iran qui soit conforme au droit international ».

Relations Chine – Australie : hausse des tensions

Les tensions entre la Chine et l'Australie continuent d'escalader après l'imposition par la Chine de droits antidumping de 80,5 % sur l'orge australienne et la suspension des exportations de bœuf de quatre abattoirs australiens la semaine dernière.

L'Australie a annoncé le 19 mai vouloir saisir l'OMC concernant les droits antidumping chinois. Le 21 mai, des sources ont déclaré à Bloomberg que la Chine avait dressé une liste de biens potentiels (dont le vin, les produits laitiers, les fruits de mer, l'avoine et les fruits) qui pourraient être soumis à des contrôles de qualité plus stricts, à des enquêtes antidumping, à des droits de douane ou à des délais douaniers.

Ces « mesures de rétorsion » envers l'Australie ont débuté après la proposition australienne d'une enquête indépendante sur l'origine du virus. 38,1 % des exportations australiennes sont à destination de la Chine.

ALE : la Chine souhaite signer l'accord du RCEP avant la fin de l'année

Lors d'[une conférence de presse le 18 mai](#), Wang Shouwen, le Vice-Ministre chinois du Commerce, a exprimé la volonté de la Chine de conclure et de signer l'accord du *Regional Comprehensive Economic Partnership* (RCEP) avant la fin de cette année.

La relecture juridique du texte aurait été accomplie à 80 %, avec pour objectif d'en terminer d'ici la fin juin.

Une invitation aurait été envoyée par les 15 membres du RCEP¹ à l'Inde, qui s'est retirée du RCEP, pour encourager son retour aux négociations.

¹ Chine, Japon, Corée du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande, Indonésie, Thaïlande, Singapour, Malaisie, Philippines, Vietnam, Birmanie, Cambodge, Laos, et Brunei.



Covid-19: les ministres du commerce du G20 ont adopté une déclaration conjointe pour soutenir le commerce et l'investissement mondial en réponse au Covid-19

Le 14 mai, les ministres du commerce du G20 ont publié une déclaration conjointe à la suite d'une réunion virtuelle concernant les implications du Covid-19. Les ministres ont adopté les « actions du G20 pour soutenir le commerce et l'investissement mondial en réponse au Covid-19 » qui classifie les actions à court terme et à long terme.

Les actions à court terme ont été adoptées principalement pour faciliter le flux des produits et des équipements médicaux ; les actions à long terme visent, quant à elles, à soutenir la réforme de l'OMC et le système multilatéral du commerce, à renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement mondiales et à encourager les investissements internationaux.

[Lire la déclaration conjointe](#)

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Politique industrielle : Li Keqiang confirme le plan de développement des « nouvelles infrastructures » et de l'internet industriel

A l'occasion de la présentation du rapport de travail du gouvernement à l'Assemblée Nationale du Peuple (ANP), le Premier Ministre Li Keqiang a indiqué que les « nouvelles infrastructures », ainsi que les projets de « nouvelle urbanisation » seraient prioritaires dans le cadre du plan de relance économique du gouvernement. Conformément aux annonces de la Commission Nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC- [voir brèves du 20 avril](#)), celles-ci concerneront notamment les réseaux 5G ainsi les infrastructures de recharge pour les véhicules à énergie nouvelle (VEN). Le Premier Ministre a par ailleurs insisté sur l'importance de ces infrastructures pour :

- doper la consommation et « bénéficier au peuple »: les ventes de téléphones portables en Chine ont augmenté de 14% en glissement annuel en avril (39% étaient des smartphones 5G). A l'inverse, le marché des VEN était en recul de 26,5%.
- faciliter les ajustements structurels et renforcer la soutenabilité de la croissance : outre la soutenabilité écologique, le gouvernement a réaffirmé son souhait de favoriser la transition vers le *smart manufacturing* et l'internet industriel en reprenant la stratégie « Internet+ », évoquée pour la première fois en 2015. Fin avril ([voir brèves du 4 mai](#)), un représentant de la Fédération chinoise de l'information électronique avait insisté sur le fait que le développement de l'internet industriel en Chine restait lacunaire : selon lui, le niveau technologique, la collection des données, l'interconnexion des équipements, les capacités d'analyse de données insuffisantes ainsi que la construction de l'écosystème sont les principales faiblesses du secteur en Chine.

Politique industrielle : les délégués de la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois (CPPCC) et de l'Assemblée Nationale Populaire (ANP) s'expriment sur les questions numériques

Invités à présenter leurs contributions en amont des « deux assemblées » (两会), les délégués de la CPPCC et de l'ANP se sont notamment exprimés sur les questions de cybersécurité et de nouvelles infrastructures, conformément à l'agenda gouvernemental.

Zhou Hongyi, PDG de la société de cybersécurité Qihoo 360, a ainsi insisté sur la nécessité pour la Chine de formuler des standards, y compris dans les instances internationales, en termes de sécurité pour la technologie 5G. M. Zhou a également [encouragé](#) les entreprises de cybersécurité à collaborer pour « améliorer les capacités de collection de cyber-renseignement nationales ». Le PDG de Baidu, Robin Li, a de son côté [exprimé l'idée](#) d'un renforcement du cadre juridique uniformisé pour la protection des données personnelles collectées dans le cadre de l'épidémie. Selon Robin Li, les utilisateurs devraient pouvoir réclamer la suppression des données, notamment de géolocalisation, collectées durant l'épidémie.

L'internet industriel devrait également faire l'objet d'une attention particulière. Malgré son absence pour raisons de santé, Ma Huateng (Pony Ma), PDG de Tencent, qui est délégué à l'ANP, [devrait présenter](#) sept propositions portant sur l'internet industriel (il avait lui-même déclaré en mars 2019 qu'il s'agissait du « principal champ de bataille de la production »), la fintech, et les services médicaux connectés. Xu Xiaolan, présidente de l'Institut de recherche chinois pour l'internet industriel et déléguée à la CPPCC, [a proposé](#) de renforcer l'intégration des données industrielles au niveau national. De même, Sun Pishu, président du groupe d'électronique Inspur a présenté six contributions écrites dont le thème commun est la transformation numérique (internet industriel, intelligence artificielle,

blockchain) et ses bénéficiaires pour les PME. Lei Jun, PDG de Xiaomi, devrait quant à lui [présenter ses contributions](#) à l'ANP sur les thèmes de l'internet satellitaire (dont le développement devrait selon lui faire partie du 14^{ème} plan quinquennal et bénéficier d'un fonds dédié), la prévention des catastrophes par l'utilisation des terminaux mobiles, les services financiers aux PME et la politique d'attraction de talents internationaux de haut niveau (notamment via le renforcement de l'éducation patriotique, des politiques fiscales incitatives et le renforcement des échanges pour renforcer le « degré de compréhension » de la Chine).

Pour rappel, la CPPCC est un organe largement consultatif qui associe symboliquement au pouvoir des éléments de la société civile. Elle est l'incarnation du « Front Uni » et l'on trouve aujourd'hui parmi les 2 158 délégués qui la composent des représentants des partis alliés, des territoires de Hong Kong et Taiwan mais également des personnalités telles que des hommes d'affaires, des sportifs, des artistes, etc. – ainsi invités à relayer la ligne du Parti dans leurs champs respectifs. L'ANP dispose selon la constitution de très larges compétences (révision de la constitution, examen de l'action gouvernementale via les motions adressées aux administrations et les visites d'inspection, nomination du président et du Premier ministre, adoption des lois et du budget). Dans les faits, le rôle de l'assemblée plénière consiste surtout à valider les décisions du gouvernement, celle-ci déléguant largement ses pouvoirs législatifs à son propre comité permanent.

Semi-conducteurs: l'annonce du renforcement des sanctions contre Huawei par les Etats-Unis accélère le découplage des chaînes de valeur

Le 15 mai 2020, le Département du Commerce (DoC) américain a renforcé les restrictions contre Huawei, déjà placé sur son *entity list* depuis mai 2019. Ces nouvelles mesures imposent aux entreprises de pays tiers utilisant des technologies de production américaines d'obtenir une autorisation du département du commerce américain afin de fournir Huawei. Cela s'applique en particulier au secteur des semi-conducteurs, et en premier lieu au fondateur taiwanais TSMC. Le leader mondial du secteur a, dans la foulée, [annoncé](#) arrêter de fournir HiSilicon, filiale de Huawei dédiée au design de puces électroniques, et investir 12 Mds USD pour la construction d'une usine en Arizona où le groupe envisage de produire des *wafers* gravés en 5 nm.

Les équipements de production, dont une large partie des technologies provient des Etats-Unis, font partie des technologies critiques pour la production de semi-conducteurs. Suite aux annonces américaines, les médias chinois ont souligné cette semaine les progrès récents des acteurs chinois concernant le développement de tels procédés tout en admettant le retard des acteurs locaux sur le leader mondial, le groupe néerlandais ASML. Ainsi, l'entreprise Shanghai Microelectronics Equipment serait en mesure de fournir des équipements de photolithographie dont le niveau de précision atteindrait 28 nm, bien loin des 5 nm permis par le leader mondial, le néerlandais ASML dont les livraisons à SMIC pourraient être remises en cause ([voir brèves du 3 avril](#)).

Bien que des observateurs [insistent](#) sur le fossé technologique qui existe SMIC et TSMC ([voir brèves du 16 mars](#)), Huawei pourrait chercher à remplacer une partie de son approvisionnement auprès de SMIC, notamment [pour des nœuds en 14 nm](#). Le groupe [a reçu](#) cette semaine un nouveau financement de 1,7 Md USD de la part du China National Integrated Circuit Industry Investment Fund (*Big Fund*) et de 750 M USD du Shanghai Integrated Circuit Industry Investment Fund pour investir dans une usine de production en 14 nm et pourrait lever de nouveaux fonds via une [introduction](#) sur le STAR Market de Shanghai dédié aux valeurs technologiques. Néanmoins, les puces gravées en 14 nm sont les plus avancées produites par SMIC jusqu'à présent. Pour accélérer son développement, SMIC a annoncé vouloir [investir](#) 5,3 Mds USD sur l'année 2020, contre 1,1 Md en 2019 afin notamment d'investir dans des équipements de production avancés, nécessaires à la fabrication de puces N+1, dont la production



avait [été annoncée](#) par l'entreprise pour fin 2020. Il [semblerait](#) que ce procédé de production soit moins performant que le 7 nm de TSMC mais puisse être développé sans les équipements de lithographie EUV d'ASML.

Zhang Zhongmou (PDG de TSMC) et Zhang Rujing (fondateur de SMIC et reconnu comme le « [père](#) » des semi-conducteurs chinois) [ont travaillé ensemble](#) pour Texas Instruments pendant une dizaine d'année dans les années 1980. Puis, après avoir fondé TSMC, Zhang Zhongmou aurait déboursé 5 Mds USD afin d'acquérir Shida Semiconductors (世大半导体), une entreprise prometteuse fondée à Taiwan par Zhang Rujing lui-même. [Selon les versions](#), cette transaction aurait été une OPA hostile ou une manœuvre amicale diligentée par son « vieux chef » (老领导). Entre 2003 et 2006, TSMC a porté plainte contre SMIC à deux reprises, accusant son concurrent d'avoir dérobé ses secrets commerciaux. Le groupe taiwanais a finalement obtenu une compensation de 200 M USD, la promesse d'une participation de 10% dans SMIC (finalement non réalisé) et le départ de Zhang Rujing. Grâce à un soutien étatique sans faille, SMIC a néanmoins poursuivi sa croissance en se focalisant sur les composants les moins avancés technologiquement. A terme, l'ambition du groupe est cependant claire : devenir le « TSMC de Chine continentale » (大陆台积电).

Electronique : malgré l'épidémie, Xiaomi affiche de très bons résultats au premier trimestre grâce à ses succès à l'export

Le 20 mai, Xiaomi [a publié](#) son rapport du premier trimestre en 2020, annonçant un chiffre d'affaires total de 49,7 Mds CNY (6,4 Mds EUR) sur la période, en hausse de 13,6% par rapport à l'année précédente. Le bénéfice net ajusté a été de 2,3 Mds CNY (300 M EUR), soit une augmentation de 10,6% en glissement annuel. Outre des smartphones et des produits électroniques classiques, Xiaomi se positionne également sur le marché de l'Internet des objets (IoT) ainsi que sur les services internet (gamme d'applications « Mi »). Sur ce segment, le groupe a semblé bénéficier des mesures de confinement puisque son chiffre d'affaires a atteint 5,9 Mds CNY (760 M EUR) sur la période (+38,6%).

Surtout, les exportations de Xiaomi ont atteint 24,8 Mds CNY (3,2 Mds EUR) au premier trimestre, soit une augmentation de 47,8% par rapport au premier trimestre 2019, représentant pour la première fois la moitié des revenus totaux. Le groupe semble bénéficier de l'impossibilité pour Huawei de proposer les services Google sur ses smartphones, les rendant ainsi beaucoup moins attractifs pour les consommateurs étrangers. Hors de Chine, les deux marchés les plus dynamiques pour Xiaomi sont l'Europe et l'Inde. Au premier trimestre 2020, Xiaomi détenait ainsi 31,2% des parts du marché indien des smartphones, se plaçant en première position pour le onzième trimestre consécutif. En Europe, le succès de Xiaomi a été particulièrement remarquable puisque les ventes de la marque ont augmenté de 28% en glissement annuel selon Canalys pour une part de marché de 14%. Toutefois, ces résultats seront probablement remis en cause au second trimestre à cause du décalage entre la Chine et le reste du monde dans la propagation de l'épidémie de covid-19. Les mesures de confinement prolongées en Europe et en Inde devraient avoir un impact certain.

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Infrastructures : annonce lors des « lianghui » d'un plan de relance par des infrastructures et des grands travaux

Le discours du Premier ministre M. Li Keqiang lors de la session d'ouverture de l'Assemblée populaire nationale ce 22 mai – complété par les rapports de la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC) et du Ministère des finances – permet de dresser les grandes lignes du plan de relance économique par le développement d'infrastructures et de grands travaux :

- Développement de « nouvelles infrastructures », c'est-à-dire d'infrastructures principalement numériques (5G et centres de données) et d'équipements de recharge de véhicules à énergies nouvelles ;
- Rénovation de 39 000 résidences d'habitation dégradées représentant aux alentours de 7 millions de logements (doublement par rapport à l'objectif de rénovation en 2019) ;
- Travaux d'infrastructures hydrauliques (en particulier de barrages), d'assainissement, de gestion des déchets et de transports, notamment construction de nouvelles lignes ferroviaires (100 Mrd CNY soit env. 12,8 Mrd EUR répartis à parts égales en dotation à *China Railway* et en émission d'obligations) et de nouveaux aéroports ;
- Renforcement des zones d'intégration régionale autour de Pékin (Pékin-Tianjin-Hebei ou « Jing-Jin-Ji »), du delta du Yangtsé autour de Shanghai et de la Grande baie (région de Canton, Shenzhen et Hong-Kong) et mise en œuvre de la stratégie de développement du bassin du Fleuve jaune annoncée par le Président Xi Jinping en septembre 2019 ;
- Travaux de restauration écologique et d'édification de la « civilisation écologique » (anciennes zones minières, bords de mer pollués, zones humides et forêts dégradées, etc.).

A noter qu'une part importante de ces programmes avait déjà été annoncée séparément lors des semaines précédentes.

Energie : les *lianghui* confirment les grandes tendances de développement de l'énergie

En matière d'énergie, les annonces du Premier ministre M. Li Keqiang – complété par le rapport de la NDRC – publiées ce 22 mai dans le cadre des *lianghui* insistent sans surprise sur la sécurité énergétique, l'amélioration de la distribution et du stockage des énergies (y compris des hydrocarbures) et l'amélioration du fonctionnement économique du secteur en général (réformes des mécanismes de prix, établissement d'un marché national de l'électricité, plus grande libéralisation du secteur). Les autorités continuent de promouvoir un usage « propre » du charbon, le développement des énergies renouvelables et du nucléaire (cette dernière source d'énergie étant citée dans le rapport de la NDRC). Enfin, des mécanismes visant à la baisse des prix de l'électricité, tendance entamée depuis deux ans, sont poursuivis jusqu'à la fin 2020.

Pour mémoire, il est possible que le projet de loi-cadre sur l'énergie (publié mi-avril par l'Administration nationale de l'énergie pour commentaires), soit adopté durant les *lianghui*. Ce projet de loi doit constituer un cadre général pour le développement du secteur de l'énergie, à partir duquel seront élaborés les prochains documents de mises en œuvre stratégiques dont le 14^{ème} programme quinquennal (2021-2025).

Développement durable : les autorités chinoises précisent leurs priorités environnementales lors des « *lianghui* »

Le discours du Premier ministre M. Li Keqiang – complété par le rapport de NDRC – publié ce 22 mai permet de préciser les priorités chinoises en matière de protection de l’environnement.

Afin de lutter contre la pollution atmosphérique, la Chine entend réduire les émissions dues au chauffage dans le nord du pays, aux aciéries ou aux camions diesel et développer le fret ferroviaire. Afin de préserver la biodiversité, la priorité est donnée au renforcement de la politique de « lignes rouges écologiques » (aires naturelles protégées) et surtout aux systèmes de compensations environnementales. Enfin, alors qu’une loi sur les déchets sera probablement adoptée lors des *Lianghui*, la NDRC rappelle les objectifs d’amélioration du tri sélectif et de réduction du suremballage.

L’accélération du développement du marché carbone et les luttes contre la pollution des sols et de l’eau sont également mentionnés.

A noter que les autorités chinoises rappellent leur intention d’approfondir la modernisation de la gouvernance environnementale (cf. *Brèves du SER de la semaine du 2 mars 2020*), ainsi que les approches holistiques de protection des écosystèmes (notamment le système des chefs de rivière).

Transport aérien : la CAAC demande aux compagnies aériennes le respect des limitations de fréquences et des remboursements rapides en cas d’annulation de vols

De nombreuses compagnies, chinoises et étrangères, communiquent plus ou moins ouvertement sur la réouverture de liaisons aériennes internationales passagers au départ et vers la Chine. Cependant, de telles annonces apparaissent prématurées, voire trompeuses.

Pour remédier à cette situation, l’Administration de l’aviation civile de Chine (CAAC) a publié le 15 mai une notice exigeant des compagnies chinoises et étrangères de déposer incessamment leur programme pour les mois de juin et juillet. Ces demandes doivent être conformes à la politique dit « 5-1 », adoptée le 26 mars, limitant les fréquences par pays et par compagnie à une rotation hebdomadaire par paire de points. Par anticipation, la CAAC édicte que les programmes du mois d’août devront être déposés pour approbation en juin, et ceux de septembre transmis en juillet.

En outre de ces demandes, cet avis se double d’obligations faites aux compagnies de (i) ne pas commercialiser de billets sur des liaisons non autorisées par l’autorité d’aviation civile et (ii) de rembourser rapidement leur client en cas d’annulation. La Chine adopte ainsi des recommandations similaires à celles de la Commission européenne qui a rappelé aux compagnies aériennes le 13 mai dernier que le remboursement des clients devait rester la règle en matière de voyages ou de vols annulés.

En dépit de ces exigences, des assouplissements peuvent être observés sur le terrain, laissant peut-être entrevoir une levée des contraintes unilatérales imposées par la CAAC dans le but de la prévention de l’épidémie de COVID-19, mais contrevenant aux dispositions sur les droits de trafic des accords bilatéraux sur les services aériens, dont l’accord franco-chinois de 1966 (dernièrement amendée en 2017). Ainsi, dans le contexte de l’entrée en vigueur d’un dispositif dit « fast-track » entre la Chine et la Corée, allégeant les restrictions de circulation et les mesures sanitaires pour certaines catégories professionnelles (hommes et femmes d’affaires), la compagnie coréenne Asiana s’est vue autorisée depuis le 1er mai à exploiter plusieurs fréquences hebdomadaires sur certaines routes, dont 3 à 4 vols par semaine entre Séoul et Canton ou Qingdao.

Transport aérien : un trafic aérien intérieur en lente progression, un trafic international inexistant

Sur le plan du trafic passager, l'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) a constaté au 15 mai un pic de 10 262 vols, correspondant à 60 % des mouvements avant la crise pandémique. Sur le plan des mouvements, la progression est notable, avec 6 950 vols quotidiens en moyenne en avril contre environ 8 900 par jour en mai. En mars et avril, les restrictions de voyage ont été progressivement levées pour les voyages intérieurs, les transporteurs aériens ont ainsi pu réintroduire progressivement des capacités.

Cependant, Air China a vu son nombre de passagers transportés sur les réseaux intérieurs baisser en avril par rapport à mars (-4,2 %, avec 2,65 M de pax), contrairement à China Eastern (+25 %, 2,64 M de pax) et à China Southern (+6,1 %, 3,83 M de pax). En glissement annuel, la chute est comprise entre 62 % et 70 %. Même s'ils progressent, les taux de remplissage des grandes compagnies sont toujours inférieurs à 70 %, en dessous des seuils de rentabilité habituels pour le transport aérien (taux de remplissage supérieur à 80 %). Ces liaisons intérieures bénéficient de subventions par la CAAC aux passagers transportés jusqu'au 30 juin, les compagnies bénéficient aussi sur le plan national de diverses mesures fiscales (notamment exemption de la taxe au fond de développement de l'aviation civile pour l'exercice 2020) et opérationnelles (parmi lesquelles des réductions totales ou partielles de redevances).

Le réseau international du «Big Three» est de son côté très déprimé, en raison des restrictions de voyage imposées par la Chine et à l'échelle mondiale. China Southern n'a transporté que 29 700 passagers en avril (-78 % par rapport à mars, - 98,2 % en glissement annuel), 15 300 pax pour Air China (-90 % par rapport à mars, - 99 % en g.a.) et 17 600 pour China Eastern (-87 % par rapport à mars, - 99 % en g.a.).

Pour rappel la CAAC a estimé les pertes de l'ensemble du pavillon chinois à 33,62 Md CNY (4,4 Md EUR) au T1 2020, dont 14,1 Md CNY soit 1,84 Md EUR pour les trois plus grandes compagnies chinoises, Air China, China Eastern et China Southern, soit l'équivalent de la totalité des pertes nettes annoncées par le groupe Air France KLM sur cette même période. Les pertes devraient également être importantes au T2 2020.

Développement durable : à l'occasion de la journée internationale de la biodiversité, le MEE mobilise les partenaires publics et privés en vue de la COP15 de Kunming

Le 20 mai, le Ministère de l'environnement et de l'écologie (MEE) a organisé une conférence permettant de réaffirmer son engagement en vue de la COP 15 de la Convention pour la diversité biologique (CDB). La cérémonie a été ouverte par la lecture par M. ZHUANG Guotai, vice-ministre du MEE, d'une lettre du Premier ministre M. LI Keqiang, par une vidéo de Mme Elisabeth Maruma Mrema, Secrétaire exécutive par intérim de la CDB et par une intervention de M. XIE Zhenhua, ancien ministre représentant spécial de la Chine sur le climat.

La conférence a permis à de nombreux intervenants de haut niveau de témoigner de l'engagement des pouvoirs publics et de la société civile chinois sur les questions de biodiversité : vice-Ministre du Ministère des affaires étrangères, vice-Gouverneur de la province du Yunnan, directeur général du Ministère des ressources naturelles, conseiller senior du Ministère de l'agriculture et des affaires rurales, D.G. de la branche « Gaz » du groupe pétrolier *China National Petroleum Corp.* (CNPC), D.G. adjoint de la Fondation de la protection de la biodiversité (Paradise International Foundation).



Une lettre du nouveau ministre de l'écologie et de l'environnement, M. HUANG Runqiu, a clôt la cérémonie, rappelant notamment les travaux en cours de révision de la loi sur la protection de la faune sauvage et le projet de loi sur la biosécurité. Le ministre s'est également félicité de la coopération internationale de la Chine sur les questions environnementales, citant en particulier l'Appel de Pékin et la coopération franco-chinoise.

Pour mémoire, la COP 15, initialement prévue en octobre 2020, a dû être repoussée à une date indéterminée en 2021.

Energie : le ministère des ressources naturelles annonce que Sinopec a extrait 30 milliards de m³ de gaz de schiste dans le Sichuan

Le ministère des ressources naturelles (MNR) a annoncé récemment que le champ de gaz de schiste de Fuling, situé dans la région de Chongqing et exploité par la société chinoise Sinopec, avait déjà produit 30 Mds m³ de gaz. Ce champ produit quotidiennement 17 M m³, ce qui d'après les autorités chinoises permet de fournir la consommation de 34 millions de ménages. Afin d'aider à la reprise économique dans la zone économique du Yangtsé, Sinopec a lancé un programme baptisé « 100 jours pour obtenir des résultats » qui a conduit à multiplier par 2,5 le nombre de fracturations par rapport à l'année dernière. L'exploitation de ce champ dont les réserves sont estimées à plus de 600 Mds de m³ a commencé en décembre 2012.

Pour mémoire, le MNR estimait en 2019 à 21 800 Mds de m³ les réserves exploitables de gaz de schiste dont la Chine disposait, ce qui la place au premier rang mondial. Selon le MNR, le gaz de schiste représente la piste principale d'augmentation de la part du gaz naturel dans le bouquet énergétique chinois.

Cependant, la réussite du champ de Fuling fait maintenant figure d'exception, alors que la plupart des réserves restent difficilement accessibles à cause de leur profondeur, souvent autour de 2000m, et du manque d'eau en Chine, indispensable pour la fracturation. Le Sichuan a dû renoncer à certaines explorations, suite à une série de tremblements de terre possiblement liés à la fracturation.

Retour au sommaire ([ici](#))

ACTUALITES REGIONALES

Shanghai : annonce de la zone douanière spécial de Yangshan par Gong Zheng

Annonce de la zone douanière spéciale de Yangshan à Shanghai par Gong Zheng

Le 16 mai, la zone de libre-échange de Yangshan à Shanghai est devenue la seule zone douanière spéciale parmi les 151 zones douanières de Chine. La zone de Yangshan couvre 25,31 km² et intègre le sud de l'aéroport de Pudong, le port de Luchao, le port de Yangshan. Les nouvelles spécificités de cette zone douanière spéciale sont l'élimination de la supervision non-nécessaire du commerce, des licences et exigences procédurales ; la mise en œuvre des politiques de libéralisation du commerce ; des voies d'entrée et de sortie simplifiées, etc. Une amélioration des capacités industrielles pour chaque sous-région de la zone sont également recherchées : les industries haut de gamme pour le port de Luchao, les services d'expédition et d'approvisionnement pour l'île de Xiaoyangshan, les industries aérospatiales pour Pudong.

[Lire l'article de Shanghai Observer](#)

Delta du Yangtsé : publication du plan de développement intégré de haute qualité pour les transports dans le delta du fleuve Yangtsé

Suite à la publication en décembre 2019 du plan pour l'intégration régionale du delta du Yangtsé, la Commission nationale de développement et de réforme (NDRC) et le Ministère des Transports ont publié en avril 2020 **un plan complémentaire dédié au développement intégré des transports dans le delta**. Le delta du Yangtsé couvre les provinces de l'Anhui, du Jiangsu, du Zhejiang et la ville-province de Shanghai. L'objectif du plan est d'établir d'ici 2025 la construction d'un système de transports complet et moderne sur l'intégralité de la région du delta. Pour ce faire, six axes de travail sont annoncés : la construction d'un réseau avec le transport ferroviaire comme épine dorsale ; la construction d'un cluster aéroportuaire et portuaire de rayonnement mondial ; l'intégration des services de transport ; l'établissement d'un système de transport intelligent (IA/IoT) ; la promotion de transports bas carbone ; l'établissement d'un mécanisme de gestion collaborative. Concrètement, ce plan incorpore la construction de nouvelles lignes interurbaines et métropolitaines, l'augmentation de la densité des lignes, l'amélioration de la capacité du réseau et sa modernisation dans son ensemble. Le plan se place dans la droite lignée de la publication récente de plans provinciaux pour le développement des réseaux de transports ([cf brèves de la semaine du 20 avril](#))

[Lire le plan de développement intégré des transports du delta du Yangtsé \(chinois\)](#)

[Lire l'article de Anhui News](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

HONG KONG et MACAO

HONG KONG

Mesures nouvelles

Le gouvernement a annoncé le 19 mai la prolongation pour 2 semaines supplémentaires (jusqu'au 4 juin) de l'interdiction des rassemblements publics de plus de 8 personnes qui devait expirer le 21 mai, mais a autorisé les rassemblements religieux dans les lieux de culte. Les clubs et karaokés restent fermés pendant une semaine supplémentaire, jusqu'au 28 mai.

Une partie des écoles internationales de Hong Kong, dont le Lycée Français International, ont repris les cours le 20 mai. Les établissements hongkongais doivent reprendre le 27 mai.

La 1^{ère} phase de dépôts de demandes de subventions dans le cadre de l'Employment Support Scheme se déroulera du 25 mai au 14 juin. Cette disposition introduite le 8 avril vise à financer 50% des salaires du secteur privé pendant 6 mois, dans une limite de 1 160 USD mensuels par employé. 1,5 million de travailleurs devraient en bénéficier, pour un coût estimé pour les finances publiques à 10,3 Mds USD.

Economie

Tourisme : 4 100 visiteurs sont arrivés à Hong Kong en avril 2020, contre 5,6 M à la même période l'an dernier. Les arrivées ont chuté de -85,3% à 3,5 M au cours des 4 premiers mois de l'année (en glissement annuel).

Le taux de chômage a augmenté de 1 point à 5,2% en avril (3 mois glissants, de février à avril), le niveau le plus élevé depuis 10 ans, après 4,2% en mars et 3,7% en février. Le taux de chômage du secteur du commerce de détail et des activités touristiques a grimpé à 9% (6,8% en mars) le niveau le plus élevé depuis 15 ans, tandis que celui de la restauration a augmenté à 12% (8,6% en mars). Le taux de chômage du secteur de la construction a atteint 10% (8,5% en mars).

L'indice Hang Seng a chuté de -4,96% le 22 mai, après que la Chine a déclaré qu'elle présenterait une proposition de loi de sécurité nationale pour Hong Kong, attisant les craintes d'une nouvelle érosion de son autonomie et la poursuite des mouvements sociaux.

JPMorgan anticipe désormais une contraction du PIB de Hong Kong de -6,4% en 2020 tandis que Standard Chartered s'attend à un recul de 7,2%. S&P et DBS anticipent pour leur part une contraction du PIB de -3,9% et -4% respectivement en 2020.

Analyse sectorielle/entreprises

Les exportations françaises vers Hong Kong reculent de -34,7% à 950,9 M EUR au 1^{er} trimestre 2020 en raison de l'impact de la pandémie sur la consommation et le recul du poste aéronautique lié au calendrier de livraison. Hors aéronautique, les exportations françaises chutent de -16,5%. La France demeure le 15^{ème} fournisseur de Hong Kong au 1^{er} trimestre (comme en 2019 et 2018) et le 4^{ème} européen derrière le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Suisse. En revanche, Hong Kong recule au 16^{ème} rang des excédents commerciaux de la France (3^{ème} en 2019).

Les prix du marché immobilier résidentiel ont baissé de -8% en moyenne depuis le pic atteint en juin 2019, et pourraient encore baisser de -10 à -20% d'ici la fin de l'année 2020 selon S&P.



MACAO

Situation épidémiologique : Le gouvernement de Macao a annoncé le 19 mai que le dernier patient COVID-19 s'était complètement rétabli et avait quitté l'hôpital. Macao a enregistré un total de 45 cas depuis le début de l'épidémie mais aucun décès.

Obligations « sociales » : Galaxy Entertainment Group a annoncé la souscription de 100 M HKD d'obligations sociales émises par Bank of China (Macao). Il s'agit de la première émission obligataire sociale par un émetteur chinois sur le marché offshore de Macao, **et intervient en réponse à l'appel du gouvernement de Macao à soutenir les PME affectées par l'épidémie.** Le montant sera utilisé pour fournir des prêts aux PME ainsi que pour répondre aux besoins de financement dans des domaines liés à la lutte contre les épidémies, tels que les soins médicaux et de santé, et la fabrication de dispositifs médicaux. L'émission se compose de deux tranches, une première de 4 Mds HKD (520 M USD) à 1,95% et une seconde de 1 Md MOP (130 M USD) à 1,9%, avec une maturité de 2 ans. Elles se négocient à la bourse de Hong Kong (HKEx) et de Macao (MOX).

TAIWAN

Deuxième mandat de Tsai Ing-wen : nouvelles priorités en matière d'innovation et de technologies

Lors de son [discours d'investiture](#), la Présidente Tsai Ing-wen a décliné, le 20 mai, les nouvelles priorités de son administration autour de six axes industriels stratégiques, dans la continuité de son premier plan 5+2 (AI/IOT, cybersécurité, biotech et medtech, défense, énergies renouvelables), et en prenant en compte la crise du covid-19 (réserves de produits stratégiques). Tsai Ing-wen a annoncé la création d'une agence nationale du numérique. La priorité de son programme économique est la signature d'accords de libre-échange et de protection des investissements avec les États-Unis, le Japon et l'Europe. En réponse à ces grandes lignes, les différents ministères et agences gouvernementales ont présenté leurs nouvelles orientations : le [National Development Council](#), confié à KUNG Ming-hsin jusqu'ici « Ministre sans portefeuille », en charge des dossiers économiques, prépare un plan sur quatre ans sur les nouveaux défis en matière de technologie, énergie verte et autres industries stratégiques, le [ministère des Sciences et Technologies](#) repris par WU Tsung-tsong, lui aussi ancien « Ministre sans portefeuille », annonce un plan décennal axé sur la santé et les biotechnologies, l'industrie des semi-conducteurs, les communications satellites et la cybersécurité, la [Financial Supervisory Commission](#) dont la direction est confiée à HUANG Tien-mu, ancien N°2 en remplacement de Wellington KOO, annonce une politique orientée sur l'innovation financière et la finance verte.

Export : nouvelle hausse de la demande externe adressée à Taïwan au mois d'avril

Pour le deuxième mois consécutif, Taiwan enregistre une hausse des commandes export, au mois d'avril 2020, entraînée par le secteur des TIC (tablettes, notebook, serveurs) : le [département des statistiques](#) annonce ainsi une hausse des commandes de 2,3% par rapport à avril 2019 à 38,5 Mds USD (dont 56% sont produites à l'étranger) mais en baisse de 4,3% par rapport à mars 2020. Cette hausse des commandes adressées à Taïwan provient principalement des Etats Unis (+6,8%), de Chine et Hongkong (+9,2%) et d'Europe (+7,6%). Il y a en revanche une baisse sensible de la demande de l'Asean (-3,9%) et du Japon (-4,7%). Sur les 4 premiers mois de l'année 2020, les commandes pour l'export atteignent 142,7 Mds USD, soit en baisse de 2 % par rapport à la même période en 2019.

Hausse des investissements étrangers à Taiwan : le secteur de l'éolien offshore en est le principal bénéficiaire

Selon les [statistiques de la Commission des investissements](#) du ministère de l'Economie, 1220 investissements étrangers ont été approuvés à Taiwan entre janvier et avril 2020, soit +9% par rapport à la même période en 2019. Ils représentent un montant cumulé de 2,9 Mds USD soit une augmentation de [près de 50%](#) par rapport à janv-avril 2019. On notera à cet égard les développements du danois Orsted à Changhua dans l'éolien offshore avec un investissement intervenu en janvier, de 24,8 Mds TWD (près de 750 M EUR). Le deuxième investissement, réalisé en mars, est celui de Diodes Taiwan SARL du Luxembourg s'élevant à 13,3 Mds TWD (400 M EUR) dans une unité locale (Diodes Technologies Taiwan). Au cours de la même période, les investissements taiwanais en Chine baissent de 9% en nombre mais augmentent de 63% en valeur à 2,3 Mds USD, avec une forte concentration sur la province du Fujian (47% du montant total).



Covid 19 : les autorités taiwanaises réfléchissent à une levée progressive des restrictions pour les voyageurs d'affaires étrangers

Les autorités taiwanaises réfléchissent à une levée graduelle des [restrictions sur les voyageurs d'affaires](#), en déplacement de courte durée (2-3 jours), et en provenance de pays, comme la Nouvelle-Zélande, présentant un risque extrêmement faible de COVID-19. Une quarantaine de cinq jours sera appliquée, au lieu de deux semaines, à l'issue de laquelle les visiteurs seront testés pour le COVID-19 à leurs propres frais et « libérés » si testés négatifs. Les voyageurs d'affaires en provenance de pays à risque relativement élevé de COVID-19, toujours sur des déplacements de courte durée, seront mis en quarantaine pendant 10 jours, selon la même procédure. Enfin, les hommes d'affaires des pays où la situation du COVID-19 n'est pas encore sous contrôle, et qui souhaiteraient rester plus de trois jours à Taiwan, seront tenus de suivre la réglementation de quarantaine actuelle de 14 jours.

Retour au sommaire ([ici](#))

MONGOLIE

La Mongolie défend son programme d'action auprès du Groupe conjoint Asie Pacifique du GAFI

La Mongolie a présenté et défendu mardi 12 mai 2020 son rapport d'avancement auprès du Groupe conjoint Asie Pacifique du GAFI. Ce dernier a accepté, à la demande de la Mongolie, de procéder à l'évaluation de la mise en œuvre du programme pays, malgré l'arrêt temporaire des évaluations en raison de la crise du covid-19. Le pays devait encore mettre en œuvre des mesures répondant aux quatre déficiences stratégiques identifiées en octobre 2019 afin de sortir de la liste. Le GAFI a demandé à la Mongolie d'intensifier la coopération internationale en matière de lutte contre le blanchiment et de prendre des mesures concrètes (notamment l'intensification des investigations et procédures judiciaires et des sanctions) visant à limiter la récidive dans les cas de violations des lois contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Le groupe a également demandé davantage d'informations concernant la responsabilité pénale en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, jugeant toutefois que les mesures prises ces derniers mois ont amélioré l'environnement légal du pays en la matière. Alors que la position officielle du GAFI sur les mesures prises par la Mongolie doit être rendue publique le 24-25 juin 2020, les autorités mongoles ont bon espoir que le GAFI décide de sortir le pays de la liste grise lors de l'assemblée plénière d'octobre.

La dette externe la Mongolie représente deux fois le PIB national

Selon les dernières évaluations, la dette publique de la Mongolie avoisine les 7,8 Mds USD, ce qui représente environ 70% du PIB (contre 88 % en 2016). Or les dettes accumulées par le secteur privé portent la dette externe du pays à 30,8 Mds USD, soit 227 % du PIB (13,6 Mds USD en 2019). La Mongolie fait face à d'importantes échéances de dettes dans les quatre années à venir, à savoir l'arrivée à maturation de la ligne de SWAP avec la PBoC de 1,7 Md USD en juin 2020 (bien qu'une reconduction de la ligne SWAP soit en cours de discussion) et l'arrivée à maturation d'une série d'obligations d'Etat :

- *Mazaalai* : 500 MUSD, dû en 2021
- *Gerege* : 800 MUSD, dû en novembre 2022
- bons *Chinggis* : 1 Md USD, dû en décembre 2022
- *Samurai* : 268 MUSD, dû en Mai 2023
- *Khuraldai* : 600 MUSD, dû en mars 2024

La Banque centrale continue de constituer ses réserves de devises étrangères (qui s'établissent à 4,09 Mds USD en mai 2020) pour faire face aux échéances à venir. Ces réserves risquent néanmoins de décroître en raison des mesures prises par le gouvernement mongole pour mitiger l'impact du covid-19 sur l'économie, mesures en dehors de son budget.

Signature d'un Protocole financier entre le gouvernement français et le gouvernement mongol pour le financement d'un projet de transport urbain par télécabine dans la ville d'Oulan-Bator

Un Protocole financier d'un montant de 60,7 millions d'euros a été signé le 12 mai 2020 par le Ministre des Finances Ch. Khurelbaatar et par l'ambassadeur de France en Mongolie M. Philippe Merlin. Il assure le financement d'un projet de création de deux lignes de transport urbain par télécabines à Oulan-Bator. Ce projet, porté conjointement par la Marie d'Oulan-Bator et l'entreprise française

POMA SA, prévoit la création d'une ligne de 4,9 kilomètres entre 'Bayankhoshuu-Khanyn material' et le 'Terminus des quartiers 3 et 4' ainsi qu'une seconde ligne dans le Nord-Est de la capitale, dont les modalités seront définies après la réalisation d'une étude de faisabilité conjointement menée par la Mairie et l'entreprise POMA SA.

Il sera financé sur un prêt du Trésor, accordé par la France à la Mongolie à des conditions concessionnelles et comprenant une part de don de 30 %. Le système de transport urbain par télécabines, capable de transporter jusqu'à 4000 personnes par heure, permettra aux populations habitant dans les quartiers de yourtes de la capitale d'accéder plus facilement au centre-ville. Le France contribue ainsi à la mise en place d'une politique d'urbanisme durable, sociale et inclusive portée par le Mairie d'Oulan-Bator, tout en contribuant aux efforts de réduction de la pollution de l'air en favorisant le développement d'un système de transport non polluant

Négociations entre le FMI et la Mongolie : instrument de financement rapide et extension du Mécanisme élargi de crédit

La Mongolie bénéficie depuis 2017 d'une aide internationale prenant la forme d'un mécanisme élargi de crédit (MEDC) du FMI de 5,5 Mds EUR (équivalent à environ 50% du PIB de la Mongolie en 2016), d'une durée de trois ans. Si ce programme, couplé à un assainissement des finances publiques mis en œuvre par l'Etat mongol, a permis au pays de réduire son déficit public (-3,8 % du PIB en 2017 ; +2.6 % en 2018 ; 0.6 % en 2019) tout en réduisant sa dette publique à environ 70 % du PIB début 2020, ce dernier arrivera à échéance le 25 mai 2020 sans avoir été mené à son terme.

Le gouvernement estime que l'Etat a mis en œuvre environ 85 % des objectifs de performance définis par le programme et juge ce dernier comme étant un succès. Toutefois, l'assainissement et la réforme du secteur bancaire n'a pas été mise en œuvre (raison pour laquelle le MEDC est off-track depuis le début de l'année 2019). Le Ministère des Finances de Mongolie est en discussion avec le FMI afin d'explorer les possibilités d'étendre le programme de MEDC pour que la Mongolie mène à bien l'ensemble des réformes requises et atteigne ainsi les objectifs fixés par le FMI.

En parallèle, la Mongolie a fait une requête pour bénéficier de l'Instrument de Financement Rapide (RFI) du FMI à hauteur de 99 MUSD. Cette aide serait principalement utilisée afin de limiter l'impact négatif de la crise du covid-19 sur la balance des paiements et soutenir les dépenses publiques relatives au renforcement du système de santé mongol en lien avec la pandémie de Covid19. Des discussions entre les deux parties ont eu lieu entre le 11 et 13 mai 2020 ; le Conseil d'administration du FMI donnera sa décision finale début juin 2020.

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei, antenne du S.E.R. de Pékin à Oulan Bator

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PĚKIN – RPC, CP 100600

Rédigé par : Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Antoine Moisson, Antoine Bernez, Lianyi Xu, Dominique Grass, François Lemal, Maxime Sabourin, Odile Huang, Hugo Debroise

Revu par : David Karmouni, Orhan Chiali, Pierre Martin, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet